



*Au service
des peuples
et des nations*

TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT/E POUR L'ELABORATION D'UNE ETUDE SUR L'INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES DANS LE RELEVEMENT COVID-19 EN TUNISIE

JUIN 2020

1. CONTEXTE

La crise COVID19 a démontré à l'humanité qu'il ne s'agit pas seulement d'une crise sanitaire, mais d'une menace existentielle à la vie des populations notamment les plus vulnérables. En effet, la pandémie a impacté l'activité économiques et le monde a vécu une chute des marchés boursiers parallèlement à la baisse des émissions de carbone. Le monde a aussi vécu des restrictions de l'activité économique, du trafic aérien, terrestre et maritime, ainsi que l'arrêt de l'activité industrielle. Sans oublier les tensions sociales, économiques et politiques qui ont été exacerbées affectant ainsi les progrès réalisés en termes de développement durable du pays et inclusion de ses populations vulnérables.

Cette crise mondiale nous rappelle l'importance de préserver l'agenda 2030 surtout après les derniers résultats alarmants du rapport sur l'indice de développement humain, qui confirme une baisse pour la première fois depuis 1990. Les Nations Unies ont mis en place un [cadre de réponse COVID 19 intégrée](#) reposant sur cinq piliers ce qui représente un engagement mondiale solidaire face à cette crise globale et qui incite à un relèvement plus résilient. D'autres acteurs de la communauté internationale se sont aussi engagés pour un relèvement plus durable. On cite L'Europe, qui a préparé une « réponse européenne commune » ciblant des investissements sur la mobilité durable, l'énergie renouvelable, la restauration des bâtiments, la recherche et l'innovation et enfin, l'économie circulaire.

La Tunisie frappée officiellement par la pandémie de COVID-19 depuis le 2 Mars 2020, n'a pas échappé à cette tendance mondiale. Bien que l'impact sanitaire de la pandémie ait été moins lourd que dans d'autres pays, avec 1087 cas dont 49 décès, il n'en demeure pas moins que son impact écologique, économique et social a frappé de plein fouet une société déjà fragilisée par des années de transition non encore achevée. En effet, la pandémie a exacerbé les tensions latentes, et mis à nu les vulnérabilités structurelles dont souffre le pays et qui rendent ses capacités de résilience face à des crises de cette ampleur assez aléatoires.

Selon les différentes études élaborées sur la période de Mars à Juin 2020, La pandémie du COVID-19 aura un impact sans précédent sur l'économie Tunisienne. En effet, la pandémie entrainerait une rétractation de l'économie de 4% en 2020¹. Selon l'étude de l'ITCEQ² le secteur industriel sera le plus durement touché par la crise (production impactée à 52,7%), suivis de près par les services (-49,0%) et l'agriculture (-16,2%), avec 143000 emplois perdus temporairement dus à la crise et tout ce qui s'en suit en termes de fragilité des plus démunis et des tensions sociales qui en découlent.

L'impact environnemental et climatique, étant déjà faiblement intégré dans les politiques publiques nationales, sera exacerbé par cette crise. Bien que la pollution ainsi que la consommation d'énergie³ aient été diminuées durant la période de confinement du fait de la baisse de l'activité économique et sociale, d'autres impacts ont resurgi de différentes manières. Une augmentation de la consommation de la ressource en eau déjà sous pression du stress hydrique, ou encore du volume des déchets COVID ainsi que le risque de contamination qui s'en suit pouvant toucher les eaux usées et l'eau de surface, deviennent préoccupants. Sans oublier l'impacts sur les moyens de subsistance des communautés rurales vulnérables dans les zones riches en biodiversité et / ou affectées par la dégradation des terres,

¹ Rapport de suivi de la situation économique de la BM – Avril 2020

² L'impact de COVID-19 sur la Tunisie, économie, système agroalimentaire et ménages

³ La production d'électricité destinée à couvrir la demande nationale a baissé de 3% durant les 4 premiers mois de 2020. Elle a enregistré une diminution remarquable de près 18 % en avril 2020 par rapport à avril 2019. Source : bulletin ONE IMPACT DU COVID-19 SUR LA DEMANDE DE L'ENERGIE EN TUNISIE, Avril 2020 et Conjoncture énergétique avril 2020.

et qui dépendent fortement de l'activité économique et sociale (aire protégées, écosystème forestier, etc..).

La crise COVID19 a mis à l'épreuve non seulement les capacités de planification sectorielles et transversales mais également plusieurs des politiques publiques en Tunisie. Elle a confirmé encore une fois la nécessité d'une vision globale de développement intégrant les différentes dimensions de développement durable soient sociale, économique, environnementale et culturelle.

Cette crise a permis également de tester, en grandeur réelle, les changements de comportements ou sociaux qui peuvent avoir des effets positifs dans la lutte contre les conséquences du changement climatique, et a pu jusque-là renforcer la réflexion autour d'un changement aussi profond et rapide du modèle de développement.

Il est donc plus que jamais opportun d'assurer un relèvement post COVID19 respectant la nature et garantissant une « reconstruction en mieux ». Le relèvement post COVID devra fournir des solutions intégrées pour prévenir et faire face à des crises futures et à leurs impacts socio-économiques massifs, tout en reconnaissant les liens complexes avec la perte de la nature, la dégradation de l'environnement et l'accélération du changement climatique : « Nous devons reconstruire en mieux, et redonner à la nature sa juste place, au cœur de notre processus de décision » António Guterres – SG NU.

C'est dans cette optique que le PNUD en appui au Ministère de l'Environnement compte mobiliser une expertise de haut niveau pour apporter un soutien au processus de relance et relèvement économique post COVID19 qui soient alignée avec les priorités environnementales et climatiques de court et moyen terme.

2. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif principal de la présente mission est de fournir un appui au Gouvernement Tunisien pour assurer un relèvement COVID 19 intégrant les opportunités et les défis environnementaux et climatique pour une reconstruction en mieux ou « building back better ». La mission viendra proposer des solutions concrètes de relèvement économique qui intègrent l'environnement et le climat comme niche importante de compétitivité économique et à plus long terme de développement bas carbone.

Plus spécifiquement, la mission aura les sous objectifs suivants :

- Analyser les défis et opportunités environnementaux et climatiques pour renforcer une construction en mieux en appui au relèvement COVID19 en Tunisie ;
- Intégrer les opportunités et défis environnementaux et climatiques à deux niveaux :
 - o *A très court terme* en appui au plan de relance économique COVID19 qui intègre les mesures socioéconomiques en faveur d'une reprise de l'activité économique post crise ;
 - o *A moyen terme* en appui à l'élaboration du plan de développement socioéconomique 2021-2025 pour garantir que la nouvelle vision de développement considère les défis et opportunités environnementaux et climatiques et vise une croissance économique verte et un développement bas carbone.

3. APPROCHE D'INTERVENTION

La mission se déroulera sur trois phases en fonction des priorités du contexte actuel.

Phase 1 : Appuyer l'intégration des opportunités environnementales et climatiques dans le plan de relance économique

Le gouvernement tunisien étant actuellement en train de finaliser le plan de relance économique dans l'optique de le présenter au parlement pour approbation. Ce plan intègre des mesures d'urgence pour assurer une reprise économique post COVID19 sur les 9 prochains mois. L'appui du consultant.e sera urgent et ponctuel pour une lecture critique et des propositions concrètes afin d'assurer que la relance n'apportera pas des coûts additionnels à la collectivité en termes de coût d'opportunité liés à l'environnement et au climat ni de préjudice en termes de planification en silo pouvant impacter les décisions de développement pour l'avenir, notamment en lien avec le nouveau plan de développement 2021-2025. L'objectif est de préparer une note d'orientation sur l'intégration des défis et opportunités environnementales et climatiques de manière concrète dans le plan de relance.

Pour accomplir cette phase, le.a consultant.e travaillera en étroite collaboration avec les acteurs clés en charge de la relance économique de court terme post COVID.

Phase 2 : Analyser les opportunités et défis environnementaux et climatiques pour renforcer une construction en mieux ou « building back better » en appui au relèvement COVID19 en Tunisie sur le moyen et long terme :

Durant cette phase le.a consultant.e conduira une analyse de l'impact COVID19 sur l'environnement et le climat en Tunisie par rapport à des indicateurs pertinents (air, eau, biodiversité, énergie, déchets, recherche et développement, etc...) et en tirer les leçons de la crise qui peuvent servir au relèvement socioéconomique par la suite.

L'analyse couvrira par ailleurs une lecture critique de la politique environnementale et climatique actuelle ainsi que l'avancement des engagements de la Tunisie vis-à-vis des cadres et conventions internationaux les plus pertinents au cadre de cette mission.

Le.a consultant.e travaillera en étroite collaboration avec les acteurs clés en charge de l'élaboration du plan de développement 2021-2025 afin d'accompagner la démarche de relèvement post COVID garantissant une reconstruction en mieux.

Pour ce faire, Le.a consultant.e conduira un desk review de tous les rapports et études disponibles en lien avec la politique environnementale et climatique d'une part ainsi que les études sur l'impact socioéconomique covid19.

L'analyse favorisera les principes directeurs suivants pour le relèvement COVID19 :

- Considérer un relèvement équitable tenant en compte les plus démunis afin que l'analyse ne laisse personne pour compte ;
- Focaliser sur les capacités améliorées des acteurs et des populations favorisant ainsi un arbitrage équitable entre services sociaux et environnementaux et activité économique. Cet arbitrage affectera le développement humain de long terme ;
- Approche multidimensionnelle

Phase 3 : Rapport sur l'intégration des opportunités et défis environnementaux et climatiques dans le nouveau plan de développement socioéconomique 2021-2025

L'objectif de cette phase est d'identifier les points d'entrée pour une meilleure intégration des opportunités et défis environnementaux et climatiques dans le plan de développement 2021-2025. Cette phase cible le processus d'élaboration du plan afin de garantir que la nouvelle vision de développement répond aux besoins d'un relèvement post COVID 19 qui considère les défis environnementaux et climatiques et vise une croissance économique verte et un développement bas carbone.

Le.a consultant.e préparera une note politique détaillée sur le coût d'opportunité si ces enjeux environnementaux et climatiques ne sont pas intégrés dans le relèvement post COVID19 à moyen terme. Un axe sur les moyens de mise en œuvre devra être considéré pour que les réformes importantes puissent être réalisées accompagnant ainsi la mise en œuvre du plan via les grands programmes et projets.

L'expert élaborera la note politique détaillée sur la base des recommandations de la phase 1 et 2 ainsi que des orientations des différentes études d'impact socioéconomique COVID19 conduites par les différents acteurs. Il se référera également à des entrevues avec des acteurs clés pour mieux cerner le processus d'élaboration du plan.

Une attention particulière aux dimensions sociale, environnementale et climatique afin qu'elles aient une place centrale au niveau du plan 2021-2025 en tant que sources de croissance économique inclusive et durable. La note politique devra spécifier les mesures et réformes (gouvernance, dispositif réglementaire, mesures fiscales etc...) à entreprendre et à intégrer dans le prochain plan permettant ainsi un relèvement post crise durable et résilient. Parmi les opportunités à saisir nous soulignons l'accélération de la transition énergétique et le lien avec la compétitivité économique, la sécurité alimentaire et le lien étroit avec la gestion de la demande de l'eau, la planification spatiale informée sur les risques climatiques, le potentiel en termes d'économie bleue et d'économie circulaire, la finance climat/verte et les investissements durables, la réduction de risques de catastrophe et crise, la digitalisation, la décentralisation, la participation citoyenne, etc...

En plus du desk review, le.a consultant.e conduira des entrevues avec les acteurs clés public et privés choisi en concertation. Le.a consultant.e travaillera selon une approche participative avec les principaux acteurs et bénéficiaires sur les résultats de la mission.

La mission sera couronnée par un dialogue national sur les recommandations de la note politique pour le plan afin d'engager un plaidoyer au profit de l'intégration des dimensions environnementales et climatiques dans les choix économiques futures du pays.

NB : Il est à noter qu'un travail spécifique au secteur de l'énergie sera lancé afin d'apporter les orientations stratégiques nécessaires pour le prochain plan socioéconomique. Le travail pour le secteur de l'énergie sera complémentaire à la présente mission.

1. DUREE DE LA MISSION :

La durée de la présente mission s'étalera sur 6 mois, à partir de la date de la signature du contrat incluant l'approbation des livrables. L'effort estimé de la présente mission est de 60 hommes jours de travail effectif.

Durant la mission, le.a consultant.e rapportera au PNUD et collaboreront étroitement avec le Ministère de l'Environnement.

2. LANGUE :

Les livrables prévus pour cette mission devront être soumis en langue française.

3. LIVRABLES ATTENDUS ET TERMES DE PAIEMENT

Les livrables à produire par le consultant ainsi les termes de paiement sont comme suit :

Livrable	Echéance	% contrat
Livrable 0 : Une note méthodologique intégrant le planning détaillé de la mission suite à la réunion de démarrage.	2 jours après la réunion de démarrage	10 % après validation du livrable
Livrable 1 : Note d'intégration des opportunités environnementales et climatiques dans le plan de relance économique ;	3 jours après la réunion de démarrage	20 % après validation du livrable
Livrable 2 : Rapport de la phase 2 : <i>Analyse des défis et opportunités environnementaux et climatiques pour renforcer une construction en mieux ou « building back better » en appui au relèvement COVID19 en Tunisie sur le moyen et long terme</i>	2 mois après la réunion de démarrage	30% après validation du livrable
Livrable 3 : Rapport de la phase 3 sur <i>l'intégration des opportunités environnementales et climatiques dans le nouveau plan de développement socioéconomique 2021-2025</i>	4 mois après la réunion de démarrage	40% après validation du livrable
Livrable 4 : Rapport de synthèse la phase 2 et 3 ciblant les décideurs et objet d'un dialogue national à appuyer par le.a consultant.e		

4. COMPETENCES ET EXPERIENCE REQUISES :

Pour mener à bien cette mission, un. expert.e en politique environnementale et climatique sera recruté. Il/elle s'appuiera sur l'expertise d'un macro-économiste spécialiste des questions de développement pour assurer l'atteinte des objectifs de la mission.

Expert environnementaliste et climatique

- Diplôme en ingénierie, environnement, politique de développement ou équivalent ;
- 10 ans d'expérience professionnelle en matière de politique environnementale ;
- 7 références confirmées (études, stratégies, rapports ou travaux d'expertise), dans le domaine en relation avec les changements climatiques et/ou environnement en Tunisie ;
- Deux références confirmées en matière de dialogue et concertation avec les parties prenantes
- Excellente maîtrise de la langue française (écrit et parlé).

Profil du consultant d'appui :

Expert macroéconomiste

- Diplôme en ingénierie, Sciences économiques, finance ou équivalent ;

- 20 ans d'expérience professionnelle en lien avec le développement socioéconomique ;
- 10 références confirmées (études, stratégies, rapports ou travaux d'expertise, analyses économiques), dans le domaine socioéconomique ;
- Expérience confirmée en matière de dialogue et concertation avec les parties prenantes
- Excellente maîtrise de la langue française (écrit et parlé).

5. CONTENU DE L'OFFRE ET METHODOLOGIE DE SELECTION :

a. Contenu de l'offre

Le dossier de candidature des consultants individuels pour cette mission devrait comprendre obligatoirement les pièces ci- dessous listées :

Le dossier de candidature du soumissionnaire doit comprendre l'offre suivante :

→ Partie 1 avec la mention « Offre Technique » contenant l'offre technique :

- Un CV mis à jour signé du consultant chef de file incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts des références à l'appui (noms, adresse email et N° de téléphone) ;
- CV de l'expert(e) macroéconomiste.
- Les termes de références signés et paraphés ;
- Une note méthodologique, ne dépassant pas cinq (3) pages, sur l'approche à adopter et le plan d'exécution pour la conduite de la mission objet des présents TdRs.

→ Partie 2 avec la mention « Offre Financière » contenant l'offre financière globale de la soumission et les détails requis. L'offre financière doit être détaillée selon le tableau suivant :

Éléments	Montant en TND
Taux H/J	
Total pour une durée de 60 H/J	

b. Evaluation des offres

➤ Evaluation des offres techniques

Les propositions techniques seront évaluées sur la base de leurs conformités aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation et du système de points suivant :

Résumé de l'évaluation de la soumission technique		Coefficient de pondération de la note
1.	Note Méthodologique proposée	30%
2.	Expert	70%

Critères	Note maximale
Expert environnementaliste et climatique	<u>70</u>
Diplôme en ingénierie, environnement, politique de développement ou équivalent Ingénieur/ Master : 10 points Maitrise : 5 point Licence : 0 point	10
10 ans d'expérience professionnelle en matière de politique environnementale 20 ans d'expériences : 25 pts Entre 10 et 20 ans : 10 pts Inférieur à 10 ans: 0 pts	25
7 références confirmées (études, stratégies, rapports, ou travaux d'expertise), dans le domaine en relation avec les changements climatiques et/ou environnement en Tunisie; 10 références et plus : 25 pts Entre 7 et 10 références : 10 pts Inférieur à 7 références : 0 pts	25
Deux références confirmées en matière de dialogue et concertation avec les parties prenantes 5 références et plus : 10 pts Entre 2 et 5 références : 5 pts Inférieur à deux références : 0 pts	10
1. Note méthodologique :	<u>30</u>

Dans quelle mesure le soumissionnaire comprend-il la mission à accomplir ? (Il ne s'agit pas de reprendre les TdRs, le soumissionnaire devra montrer qu'il a bien compris ce qui est attendu de lui) : <ul style="list-style-type: none"> - Les aspects importants des tâches à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ? - Le déroulement des activités et la planification sont-ils clairs, logiques, réalistes ? et garantissent-ils une réalisation efficace de la mission ? 	20
Le planning est clair, réaliste et inclut la concertation nécessaire avec les partenaires	10
Total	100 Pts

NB : Seules les offres ayant obtenu une note technique $\geq 70/100$ seront retenues pour le dépouillement financier.

➤ **Evaluation des offres financières :**

La note financière est calculée comme suit :

$$NF_n = (OF_{md} / OF_n) \times 100$$

NF_n ; note de l'offre n

OF_{md} ; montant de l'offre la moins onéreuse

OF_n ; montant de l'offre

➤ **Choix du soumissionnaire**

L'offre retenue sera celle qui aura la meilleure note globale parmi celles conformes et jugées acceptables.

La note globale est calculée comme suit :

$$NG_n = (70\% NT_n) + (30\% NF_n)$$

NG_n : note globale de l'offre n

NT_n note technique de l'offre n

NF_n : note financière de l'offre n